



Intervention : Josette Durlin

CM du 10 Avril 2019

Nous sommes d'accord pour dire que l'urgence climatique c'est maintenant. Et nous trouvons intéressant que des jeunes se mobilisent pour l'avenir de la planète, en citoyen, c'est leur avenir.

Mais nous voulons préciser notre position sur quelques aspects du texte de cette motion.

Un pacte Finance Climat européen pour financer des politiques volontaristes pour lutter efficacement contre le dérèglement climatique et financer la recherche nécessite aussi une lutte à mener compte tenu de la politique Européenne aujourd'hui.

Il reste des besoins en énergie et en eau sur la planète. Il faut y répondre en diminuant le taux de CO2. Ce sont souvent des multinationales européennes qui s'installent, en particulier en Afrique, là où les règles sont plus souples et le profit plus grand.

La France a le taux d'émission de CO2 un des plus bas d'Europe, c'est 1,8 fois moins qu'en Allemagne, et 3,2 fois moins qu'au Etats Unis. Mais nous avons besoin de développer la recherche pour avancer le mix énergétique.

L'Europe, les gouvernements, agissent sous la pression des multinationales, cautionnées par le système politique libéral. Il faudra s'en affranchir si l'on veut que le plan finance climat serve à la transition écologique (ex est la taxe carbone et la revente du droit à polluer) et non au profit qui est le seul guide. (100 multi nationales sont responsables de 71% d'émission de CO2 source CCFD terre solidaire). Les lobbies présents auprès des états, de la commission et du parlement européen, ils influencent voire dictent directement les politiques environnementales. Leur présence est à bannir.

2 exemples parmi d'autres pour illustrer de la pression qu'ils exercent

- 2 postes de commissaires européens à l'action pour le climat ont ainsi été donnés à 2 présidents de 2 entreprises pétrolières ; Il y a conflit d'intérêt.
- Ils ont obtenu des mesures dérogatoires pour des industries chimiques produisant des produits dangereux pour la santé et l'environnement.

Le gouvernement Français doit aussi jouer son rôle :

L'exemple des barrages :

NP faut

Faire des barrages des concessions des services d'intérêt économique général (Sieg). Ce sont des services de nature économique soumis à des obligations de service public dans le cadre d'une mission particulière d'intérêt général. (c'est 12% de la production d'électricité française, 70% des énergies renouvelables. Ils permettent une gestion efficace et de service public Eau et l'énergie 2 choses vitales). Cela sort donc de toute idée de concurrence. On pourrait en dire autant pour le ferroviaire, les mobilités. (C'est comme cela que certains états européens ont ou vont renationaliser le ferroviaire).

Bien sûr L'Europe a les moyens de financer des mesures sur la transition écologique, (en 10 ans elle a bien trouvé 3000 milliards pour renflouer les banques) Mais il faut être vigilants sur l'utilisation de ces fonds, et ce doit être sous contrôle démocratique.